

Covid-19 : bilan d'une surveillance massive

La France fait partie des pays qui ont adopté en mars 2020 les règles de confinement les plus strictes pour lutter contre la pandémie de Covid-19. Historien et sociologue, Nicolas Mariot s'est interrogé sur cette expérience d'obéissance de masse.

Nicolas Mariot¹, vous avez coécrit avec Théo Boulakia² un ouvrage sous forme d'enquête, *L'Attestation* (Anamosa, 2023), qui dresse un bilan de ce versant coercitif de l'enfermement national. Face à une même menace sanitaire, les pays n'ont pas du tout adopté les mêmes mesures de lutte contre le virus ?

Nicolas Mariot. Effectivement, au printemps 2020, tous les gouvernements se sont retrouvés au même moment dans la même situation : il fallait prendre 100 % des décisions avec 50 % d'informations, comme l'a dit alors le Premier ministre néerlandais. Or, les États ont adopté des politiques radicalement différentes. Pour s'en tenir à l'Europe, cinq pays du Sud – la France, l'Italie, l'Espagne, la Grèce et Chypre – ont adopté les mesures parmi les plus strictes, avec attestation, soumettant toute circulation de leur population à des règles sévères, contrôlées par les forces de l'ordre. Dans le même temps, les pays nordiques comme la Suède, la Finlande, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas mais aussi la Suisse ou la Bulgarie ont adopté comme partout des mesures sanitaires (port du masque, interdiction des rassemblements, recommandation de lavage des mains, etc.), mais ont laissé les sorties totalement libres. Résultat, en France, la fréquentation des espaces verts au printemps 2020 a diminué de moitié par rapport à l'hiver, tandis qu'au Danemark, à la même période, elle a été multipliée par deux.

LIRE L'ARTICLE EN FRANCAIS